

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/N/1/HUN/2

28 juin 1995

(95-1763)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS, REGLEMENTATIONS ET PROCEDURES ADMINISTRATIVES RELATIVES AUX MESURES DE SAUVEGARDE

HONGRIE

La Mission permanente de la Hongrie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 9 juin 1995.

Comme suite à ma lettre du 13 avril 1995, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le texte de la législation relative aux mesures de sauvegarde en vigueur en Hongrie. Comme le Comité des sauvegardes en a été informé, cette législation a été révisée à la lumière des dispositions de l'Accord sur les sauvegardes, mais le nouveau texte ne peut pas encore être communiqué pour les raisons indiquées dans le document G/SG/N/1/HUN/1.

Décret gouvernemental n° 113/1990 (XII.23.) Korm.
relatif aux mesures de sauvegarde qui peuvent être appliquées à l'importation de
biens, services et droits représentant une valeur importante

Le gouvernement, dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 29 de la Loi n° III de 1974 sur le commerce extérieur et eu égard aux obligations contractées par la République de Hongrie lors de son accession à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, adopte les dispositions ci-après relatives aux mesures de sauvegarde qui peuvent être appliquées à l'importation de biens, services et droits représentant une valeur importante (ci-après dénommés "produits"):

Article premier

Si un produit est importé sur le territoire de la République de Hongrie en quantités tellement accrues ou à des conditions telles qu'il cause ou menace de causer un dommage grave à la branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents, les mesures de sauvegarde prévues dans le présent décret pourront être appliquées à l'importation dudit produit.

Article 2

Afin de réparer le dommage ou de pallier la menace de dommage dont il est question à l'article premier, le Ministre des relations économiques internationales pourra, après avoir pris l'avis des ministres compétents et des organisations de producteurs et de consommateurs et, dans le cas de secteurs relevant du Ministre de l'industrie et du commerce extérieur, en accord avec ce dernier:

- a) établir un contingent d'importation;
- b) imposer, en accord avec le Ministre des finances et le Président du Bureau de la concurrence et compte dûment tenu des obligations internationales de la République de Hongrie, une surtaxe à l'importation;
- c) demander à l'exportateur de souscrire un engagement concernant le prix et/ou concernant le volume du produit importé;
- d) prendre d'autres mesures (retrait de licences d'importation ou modification de leurs modalités d'application, mise en place d'un régime de licences, en vue de prévenir ou de réparer le dommage (ci-après dénommées "mesures de sauvegarde"));

pendant une période qui ne dépassera pas un an.

Article 3

1. La procédure visant à déterminer s'il y a lieu d'appliquer des mesures de sauvegarde pourra être engagée sur demande présentée par écrit ou d'office.

2. Une demande pourra être présentée par écrit au Ministère des relations économiques internationales par le ou les producteurs du produit affecté par les importations. La demande exposera les faits et contiendra des données relatives aux importations en question ainsi que des renseignements étayant l'existence d'une menace de dommage.

3. L'expression "producteur national" s'entend d'un producteur du produit national concerné dont la production constitue une proportion majeure de la production nationale ou de la fabrication de ce produit.
4. Une décision finale mettant fin à la procédure sera prise dans un délai de 90 jours à compter de la date de réception de la demande ou, dans le cas d'une procédure engagée d'office, à compter de la date à laquelle la procédure aura été engagée.
5. L'ouverture d'une procédure et toutes les décisions de fond seront notifiées par écrit aux parties concernées par la procédure (exportateurs et/ou importateurs du produit, producteurs nationaux du produit et autorités compétentes du pays exportateur) et un avis sera publié au Journal officiel du Ministère des relations économiques internationales.
6. Les organisations de consommateurs seront également invitées à donner leur avis avant l'adoption d'une mesure de sauvegarde qui affecte une proportion majeure des consommateurs.

Article 4

Les dispositions du présent décret seront d'application dans les cas où aucun accord international ne contient de dispositions contraires.

Article 5

Au cours d'une procédure concernant des mesures de sauvegarde, les dispositions de la Loi n° IV de 1957 sur les règles générales des procédures d'administration publique seront d'application, à moins que le Décret n° 1/1982 (I.16.) KKM du Ministre du commerce extérieur n'en stipule autrement.

Article 6

Le présent décret entrera en vigueur le 1er janvier 1991.